

**Mots pour maux**

Si au premier abord, l'annonce aurait pu prêter à sourire, la commande de 15 rames de TGV sans réel financement pour les affecter sur des lignes dites « classiques », témoigne d'une méthode consternante. Certes, il faut souligner l'impact positif en termes de visibilité pour le maintien des emplois sur le site de Belfort et à juste raison, la CGT n'avait eu de cesse d'insister sur les enjeux d'une véritable politique industrielle. Mais au-delà de ce récent exemple emblématique d'Alstom, comment ne pas y voir une illustration du rapport 2016 concernant le CICE ? Il ne s'agit pas seulement de données chiffrées mais bien de la démystification de la « novlangue » qui nous tient lieu de politique publique. Souvenez-vous, Florange avait mesuré douloureusement la signification du redressement productif. Aujourd'hui, on peut affirmer que de son côté, le crédit d'impôt compétitivité emploi ressemble étrangement à la somme des subventions directement versées par les contribuables aux actionnaires sans impact significatif sur la création d'emplois.

Dans notre secteur, le contrat de présence postale territoriale 2017-2019 qui est en discussion entre l'État et l'Association des Maires de France, fait planer de lourdes menaces sur le contenu et la pérennité du service public. Au delà des termes qui seront adoptés, les éléments les plus visibles de cette stratégie ont sur la dernière période, suscités des dizaines d'initiatives partout sur le territoire pour défendre la présence postale de proximité.

Nous, cadres et militants à la CGT, sommes dans notre rôle pour interpellier nos collègues tant les enjeux sont lourds pour l'avenir de l'entreprise, des postiers et du service public rendu à la population. En effet, nous ne pouvons pas nous contenter d'observer un triptyque postiers/élus/usagers qui s'esquisse sans envisager que la parole des cadres apporte sa contribution.

**Branche Poste****Cadres Courrier mobilisés**

L'Union Fédérale des Cadres de la CGT-FAPT a réuni à Montreuil, le 27 Septembre dernier, ses militants cadres du courrier issus de tous les métiers et venus de différentes régions de France. Particulièrement combatifs, ils ont décidé de multiplier les initiatives pour obtenir de la direction de La Poste des effectifs, des moyens de remplacement, un meilleur salaire et de meilleures conditions de travail.

Ils ont également pris des dispositions pour s'adresser à leurs collègues, les écouter et les rassembler dans l'action, afin de se donner toutes les chances d'aboutir sur les revendications. La question de l'adhésion à la CGT sera bien sûr également au cœur de ces actions revendicatives.

Ecole de la Banque et du Réseau : le compte n'y est pas !

Un milliard d'euros pour le Groupe La Poste au titre du CICE entre 2013 et 2015, rien pour l'Ecole.

Les départs ne sont pas remplacés, les formateurs toujours autant sollicités sur les déplacements au détriment de leur vie personnelle et de leur santé.

Les reconnaître dans leur spécificité ? Pas de budget, selon la direction, pour compenser l'insuffisance du taux repas, 14,56 € ! L'éloignement du domicile et les contraintes qui s'y rattachent sont ainsi niées par la direction.

Et pendant ce temps, La Banque Postale ne regarde pas à la dépense pour industrialiser ses process (suppression de 18 emplois par jour), changer son logo à plus de 2 millions d'euros qui seraient mieux dans nos poches qu'en haut de la page ! Cherchez l'erreur...

Branche Télécoms**Signature numérique**

La CGT, a signé le premier accord sur le numérique à Orange, qui intègre plusieurs revendications de la CGT dont le droit à la déconnexion et un volet formation.

Cet accord exprime «qu'il n'y a pas de déterminisme technologique», et place l'humain au cœur de la transformation.

La CGT a mis l'accent sur la question de la répartition des gains de productivité. Tous les 2 ans, ils seront présentés dans une nouvelle instance, le conseil national du numérique.

Cet accord ne répond pas à toutes les problématiques induites par le numérique (augmentation de la charge de travail, emploi, reconnaissance des qualifications, temps de travail) mais constitue un socle pour obtenir des droits nouveaux.

SFR, mobilisation le 13 octobre

SFR au pays de Ubu roi: 5000 suppressions d'emplois, 50 boutiques rapidement fermées, 50 autres cédées à la franchise, externalisation des services clients chez un des leaders des centres d'appels Intelcia, lui-même en cours de rachat par Altice (propriété de M. Drahi) et prestataire de services pour Bouygues Télécom, Orange et Google. Parallèlement, le groupe SFR empoche, au 1^{er} semestre 2016, 8 millions d'euros au titre du CICE (CICE qui devait créer 1 millions d'emplois en France d'après le Medef) reverse 2,7 milliards d'euros en dividendes au Groupe Altice et aux sociétés rachetées à la maison mère.

Tragique bilan d'un rachat capitaliste où ce sont toujours les salarié-es qui payent l'addition. Après la journée d'actions du 6 Septembre, la CGT appelle à la mobilisation le 13 Octobre prochain !

Échos

Les radins !

En dépit de revenus pourtant comparables avec les salariés en CDI, les travailleurs ubérisés, les auto entrepreneurs ou ceux qui enchaînent les CDD ne sont pas les bienvenus dans les banques qui rechignent à leur accorder des prêts.

Pour elles le CDI reste l'indispensable sésame pour obtenir un prêt, ce qui ne correspond pas du tout à la réalité et aux besoins de la population.

En effet, si 85% des salariés sont en CDI, neuf embauches sur dix se font aujourd'hui en CDD et près d'un jeune sur trois est employé à durée déterminée.

Les jeunes entrent dans l'emploi vers 23 ans mais n'accèdent à la propriété qu'à 33 ans en moyenne, un décalage de 10 ans dû à la frilosité des banques.

Austérité

2 ans c'est long !

Les cadres écartés des augmentations salariales. Une étude APEC publiée en septembre révèle que les cadres dans le secteur privé ont vu leur niveau de rémunération inchangé entre 2014 et 2015.

Le salaire médian s'élève à 48000 €uros avec un écart moyen de 5500 €uros entre femmes et hommes. De vraies disparités sont constatées entre les cadres des petites entreprises et ceux des entreprises de plus de 1000 salariés.

Ces constats ne font que légitimer un peu plus les revendications de l'UGICT-CGT : reconnaissance et paiement des qualifications, égalité salariale immédiate femmes/hommes, ouverture de négociations à tous les niveaux pour qu'aucun cadre ne soit rémunéré en dessous du plafond Sécurité Sociale. Avec l'UGICT réclamons notre dû !

Plus de trou mais moins de Sécu

Retour à l'équilibre ? *Excédent CNAV* ? – recul de l'âge de la retraite et allongement de la durée de cotisation. *Baisse du déficit branche famille* ? – modulation des allocations familiales et transfert des APL au budget de l'Etat (conditions d'attribution durcies). *Baisse du reste à charge* ? – baisse depuis 15 ans du taux de remboursement des dépenses santé hors régime ALD (encore à 100%). *Excédents branche AT/MP* ? – 500 M € transférés à la réduction du déficit AM (en moins pour la prévention et la réparation des victimes AT/MP).

Et des milliers d'emplois sécu et secteur santé social en moins. Avec 9 millions de pauvres et 36% des personnes qui renoncent aux soins, les orientations du PLFSS 2017 confirment l'austérité, il n'y a pas d'amélioration de la Sécurité Sociale !

International

Informaticiens Lisutaniens

Les élus du comité central d'entreprise de Natixis (groupe BPCE) dénoncent la délocalisation au Portugal des activités informatiques.

Ils estiment que ce projet conduira à la suppression de 600 emplois en France, un chiffre qui correspond aux créations d'emplois annoncées dans la nouvelle entité installée à Porto.

La direction s'en défend et annonce qu'elle s'est « engagée à créer en France, au sein de sa direction des systèmes d'information, 150 postes à horizon 2019 ». Une bien piètre compensation, d'autant que le gain économique est qualifié de « discutable » par les élus du CCE et l'ensemble des organisations syndicales (CGT, CFDT, CFTC, SNB, Unsa) de cette banque issue de la fusion, en 2006, des groupes Caisse d'épargne et Banque populaire.

Rejoignez l'Union Fédérale des Cadres CGT sur son site www.cgt-fapt.fr espace Cadres

Échos

Austérité le Gaulois

La campagne des primaires de la droite s'annonce de haut vol car le petit gaulois s'est invité en apéritif de la présidentielle !

Alors que les questions sociales et économiques sont plus que jamais au cœur des préoccupations des salariés, les débats actuels semblent se focaliser sur des solutions démagogiques, se perpétuer sur les mêmes choix économiques, sur la même austérité mortifère.

Par Toutatis, notre pays serait-il un village assiégé ?

La potion n'a rien de magique, c'est juste un amer breuvage qui nous montre combien il va falloir hausser le ton et se mobiliser afin que la parole des salariés s'exprime et que les grandes questions sociales et économiques aient enfin droit de cité.

Parité

Une belle histoire

Le 3 Octobre dernier, l'Ugict, la CGT des Ingés, Cadres & Techs lance une campagne nationale sur l'égalité professionnelle entre hommes et femmes, pour combattre les injustices subies au quotidien et tout au long d'une carrière.

La féminisation croissante de l'encadrement est un enjeu stratégique des directions qui développent une approche corporate (réseaux femmes, coaching.) et individuelle, se dédouanant de toute responsabilité. Les inégalités, notamment salariales restent très importantes.

Sur les réseaux sociaux, la campagne vise à libérer la parole en incitant les internautes à partager leurs propres exemples de phrases qui font dire #VieDeMère au travail. Et ce n'est que le début de l'histoire...

Moins de 200 € pour les femmes cadres

L'accès des femmes aux emplois de direction est toujours limité dans la fonction publique territoriale alors qu'elles représentent 60,6% des personnels.

Selon le Centre National de la Fonction Publique Territoriale, près des 2/3 des emplois de direction dans les grandes collectivités restent occupés par des hommes.

On constate un poids plus important de femmes dirigeantes dans les petites collectivités et inversement dans les collectivités de taille importante.

Pourtant les femmes réussissent mieux aux concours de catégorie A +56,9% contre 52,9% pour les hommes. Leur salaire net est en moyenne de moins 11%, soit environ 200 € de moins que le salaire des hommes cadres.

Égalité

La gueule de l'emploi

60% des personnes disent être souvent victimes de discrimination du fait de leurs origines. Coût de ces discriminations : 3 à 14% du PIB. Cet écart entre les valeurs de la République et leur effectivité, cette impunité en matière de racisme et de discriminations, sont le terreau sur lequel prospère le terrorisme.

La CGT demande des mesures concrètes pour protéger les individus, contrôler et sanctionner les entreprises qui discriminent.

Le projet de loi Egalité Citoyenneté actuellement en débat au Sénat est le support idéal pour intégrer ces mesures. Qu'elles soient sexistes, racistes ou syndicales, les discriminations sont inacceptables et ne peuvent se contenter de mesures de communication ou de slogans.